



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)

Marchés de techniques de l'information et de la communication
No 2025.04

**Fourniture, installation et maintenance
de matériels audiovisuels
et d'éclairage muséographique
pour l'AGORA (BU SHS) de l'Université de Lille**

Consultation établie en application du Code de la commande publique :

Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

Sommaire

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales	4
1.1. Objet de la consultation.....	4
1.2. Décomposition du contrat.....	4
1.3. Forme des prix	4
1.4. Conditions de passation des ordres de service et des bons de commande	5
1.5. Durée.....	5
Article 2 : Pièces contractuelles du marché	6
Article 3 : Délais d'exécution.....	6
3.1. Délais	6
3.2. Prolongation des délais	6
Article 4 : Garanties financières.....	6
Article 5 : Prix du marché	7
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2. Modalités de variations des prix	7
Article 6 : Avance	8
6.1. Conditions de garantie pour le versement de l'avance	8
6.2. Modalités de règlement de l'avance.....	8
6.3. Modalités de remboursement de l'avance.....	9
Article 7 : Modalités de règlement des comptes	9
7.1. Modalités de règlement des comptes	9
7.1.1. Prestations de fourniture de matériels et de consommables – Prestations de mise en œuvre.....	9
7.1.2. Prestations de maintenance.....	9
7.2. Présentation des demandes de paiements	10
7.3. Délai global de paiement	11
Article 8 : Pénalités	11
8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de mise en œuvre et de livraison des matériels.....	11
8.2. Pénalités pour indisponibilité pour les prestations de garantie et de maintenance.....	12
8.3. Pénalités pour non-remplacement du responsable d'exécution	12
8.4. Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel.....	12
8.5. Pénalité pour travail dissimulé.....	12
Article 9 : Modalités d'exécution du marché	13
9.1. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets	13
9.2. Conditions de livraison.....	13
Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations	13
10.1. Opérations de vérifications	13

10.1.1. Vérifications quantitatives.....	13
10.1.2. Vérifications qualitatives	14
10.2. Admission.....	16
Article 11 : Garantie (lot 2).....	16
Article 12 : Maintenance (lot 2).....	17
Article 13 : Utilisation des résultats.....	17
Article 14 : Assurances	18
Article 15 : Résiliation du marché.....	18
Article 16 : Droit et Langue	18
Article 17 : Clauses environnementales.....	18
Article 18 : Confidentialité	18
Article 19 : Protection des données à caractère personnel	19
Article 20 : Clauses complémentaires.....	19
20.1. Modification du marché	19
20.2. Prestations similaires	19
20.3. Évolution technique des matériels prévus au marché	19
20.4. Matériels non prévus marché (lot 2)	20
Article 20 : Dérogations au CCAG-TIC	20

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

« La fourniture, la mise en œuvre et la maintenance de matériels audiovisuels et d'éclairage muséographique pour la BU SHS de l'Université de Lille »

Les stipulations techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lieu(x) d'exécution : Villeneuve-d'Ascq

La présente consultation est passée sous la forme de procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R.2124-2, 1° et R.2161-1 à 5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique

1.2. Décomposition du contrat

Les prestations sont décomposées en 2 lots :

- Lot 1 : Équipement des salles de travail en groupe et des salles de réunion
- Lot 2 : Équipement de l'espace exposition et de l'espace événementiel

1.3. Forme des prix

Lot 1

Le marché est à prix forfaitaire pour l'ensemble des prestations incluant les matériels.

Lot 2

Le marché comprend deux formes de prix :

- Le marché est à prix forfaitaire pour les prestations suivantes :
 - Prestations de services :
 - Prestations de mise en œuvre pour les quantités de matériels décrites dans le CCTP.
 - Prestations de maintenance pour les quantités de matériels décrites dans le CCTP.
 - Câbles non quantifiés :
 - Fourniture des câbles non quantifiés dans le CCTP et cela, pour les quantités de matériels décrites dans le CCTP.
- Le marché est à prix unitaires pour les prestations suivantes :
 - Tous les matériels et câbles quantifiés dans le CCTP.
 - Prestations de mise en œuvre et prestations de maintenance pour des quantités de matériel additionnelles par rapport aux besoins exprimés dans le CCTP.

S'agissant des prestations à prix unitaires, le montant maximum des commandes sur la durée maximale possible pour le marché (4 ans) est de 350 000 € HT.

Ordre de service pour le démarrage des prestations à prix forfaitaire

L'exécution des prestations à prix forfaitaire (lots 1 et 2) ne débutera pas à la notification du marché mais à la notification d'un ordre de service indiquant le début d'exécution de ces prestations.

Pour le lot 2, les prestations de mise en œuvre à prix forfaitaire sont découpées en deux phases détaillées dans le CCTP :

- Phase 1 - Prestations jusqu'à la fermeture des faux plafonds
- Phase 2 - Prestations après la fermeture des faux plafonds.

Chacune des phases fera l'objet d'un ordre de service spécifique.

1.4. Conditions de passation des ordres de service et des bons de commande

Les ordres de service et bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque ordre de service ou bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro de l'ordre de service ou du bon de commande
- la date et le numéro de l'ordre de service ou du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser (pour les bons de commande : numéros des postes du BPU concernés et quantités)
- la date de début d'exécution ; en cas d'absence, la date de début sera la date de notification de l'ordre de service ou du bon de commande
- si l'ordre de service ou le bon de commande ne concerne pas des prestations de maintenance : les délais d'exécution (date de début d'intervention sur site, date maximale de MOM autorisée, date maximale d'admission positive autorisée)
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant des prestations
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les ordres de service et les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la dernière période du marché.

1.5. Durée

Lot 1

Le marché court à compter de sa date de notification jusqu'à admission complète des prestations.

Lot 2

Conformément aux articles L.2125-1 et R.2112-4 du Code de la commande publique :

- Le marché est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement deux (2) fois un (1) an. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans.
- La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché.
- En cas de non-reconduction du marché par décision du pouvoir adjudicateur, le titulaire ne saurait prétendre au paiement d'indemnités.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après (dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC) :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021), consultable sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689>
- La décomposition du prix global et forfaitaire (lots 1 et 2)
- Le bordereau des prix unitaires du titulaire (lot 2)
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes :
 - Annexe Excel fournie dans le DCE et complétée par le titulaire
 - Documents fournis par le titulaire, notamment les fiches techniques des matériels proposés
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 3 : Délais d'exécution

3.1. Délais

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le délai d'exécution de chaque ordre de service ou bon de commande part de la date de sa notification ou de la date de début d'exécution précisée sur l'ordre de service ou le bon de commande.

Par dérogation à l'article 13.2.1 du CCAG-TIC, il court jusqu'à l'admission positive des prestations par l'acheteur, donc après MOM, VA et VSR si ces étapes de vérification sont applicables (la durée de la VSR définie à l'article *Constatation de l'exécution des prestations* étant de 3 mois).

Les délais d'exécution des prestations de mise en œuvre seront fixés à chaque ordre de service et bon de commande par l'Université. Ils seront précisés sous la forme : date de début d'intervention sur site, date maximale de MOM autorisée, date maximale d'admission positive autorisée.

Le calendrier prévisionnel est défini dans le CCTP. Ce calendrier pourra être décalé en fonction de l'évolution des travaux. La durée des différentes périodes ne sera pas modifiée.

3.2. Prolongation des délais

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-TIC sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG-TIC, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

Article 4 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 5 : Prix du marché

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées par l'intermédiaire

- Du prix forfaitaire précisé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (lots 1 et 2)
- Et des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires et appliqués aux quantités réellement commandées (lot 2).

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont mentionnés franco de port, quel que soit le montant de la commande.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix s'entendent également contribution écologique comprise, contribution destinée à couvrir les coûts supplémentaires liés à l'enlèvement et au traitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (appelés DEEE) collectés sélectivement (article L541-10-02 du Code de l'environnement).

5.2. Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire indiquée à l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,0\% + 85,0\% (Ind_n/Ind_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Ind_0 : valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- Ind_n : valeur du dernier indice de référence définitif connu au mois n .

Le mois « n » retenu pour la révision est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les indices de référence Ind, publié(s) par l'Insee ou par le Moniteur des travaux publics, sont les suivants :

Sections de la DPGF ou du BPU	Indice	Libellé de l'indice
- Matériels	A17 C3	<i>Indice de prix d'importation de produits industriels – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines – Zone Euro – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765383</i> publié par l'Insee
- Prestations de mise en œuvre - Prestations de maintenance - Prix de journée	SYN REVISE	<i>Indice Syntec révisé</i> publié au Moniteur des Travaux Public

Les coefficients de révision des prix seront arrondis au millième supérieur.

Le titulaire joint à chaque demande de paiement le détail des calculs avec justifications à l'appui, du coefficient de révision des prix.

L'ensemble des prix mentionnés dans les avenants sont révisés dans les mêmes conditions que le marché initial. Le mois m0 est celui mentionné au présent article.

Article 6 : Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire pour tout ordre de service ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement par le titulaire. La simple notification du marché ne déclenchera aucun paiement d'avance.

L'option retenue pour les avances (article 11.1 du CCAG-TIC) est l'option B.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

6.1. Conditions de garantie pour le versement de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

6.2. Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée dans le délai global de paiement à compter de la date de début d'exécution de l'ordre de service ou du bon de commande.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant de l'ordre de service ou du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant de l'ordre de service ou du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

6.3. **Modalités de remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance intervient lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant objet de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Article 7 : Modalités de règlement des comptes

7.1. **Modalités de règlement des comptes**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

7.1.1. **Prestations de fourniture de matériels et de consommables – Prestations de mise en œuvre**

Une mention spécifique dans chaque ordre de service ou bon de commande indiquera les modalités retenues pour le règlement des comptes. Par défaut, hors pièces détachées et consommables, les prestations seront soumises à MOM / VA / VSR et donc aux modalités de règlement associées.

Prestations soumises à des vérifications qualitatives de type MOM / VA / VSR (lots 1 et 2)

Des acomptes seront versés au titulaire. Les montants seront calculés sur la base des opérations de vérification (MOM / VA / VSR) :

- Vérification d'aptitude prononcée positivement : acompte de 70,00 % du montant total
- Admission prononcée positivement : solde, soit 30,00 % du montant total.

Afin que la périodicité des acomptes reste inférieure ou égale à 3 mois conformément à l'article R2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire pourra présenter un acompte de 1,00 % du montant total s'il n'a pas soumis d'acompte sur les 3 derniers mois.

Pièces détachées et consommables (lot 2)

Les pièces détachées et les consommables seront payés à 100 % après admission positive.

Vérification de type MOM / VA sans VSR (lot 2)

Certains ordres de service (par exemple l'ordre de service « phase 1 ») et certains bons de commande du lot 2 pourront faire l'objet d'une vérification en deux étapes, MOM et VA, l'étape de VSR étant ignorée (voir l'article *Constatation de l'exécution des prestations*). Pour ce type de prestations, le paiement sera réalisé à 100 % après admission positive.

7.1.2. **Prestations de maintenance**

Le paiement interviendra annuellement à terme à échoir. Pour les périodes ne correspondant pas à une année entière, le prix sera calculé au prorata du nombre de jours. Les demandes de paiement feront l'objet de règlements partiels définitifs.

7.2. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-TIC.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats publics.

La facture, libellée « Université de Lille », doit être adressée impérativement via le portail **CHORUS PRO** : <https://chorus-pro.gouv.fr> (SIRET : 130 029 754 00012, SIREN : 130 029 754, pas de code service)

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, le contact est l'agence comptable : facturier-ulille@univ-lille.fr

Le décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché : n° 2025.04 ;
- le numéro de l'ordre de service ou du bon de commande commençant par 45... ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Pour les bons de commande uniquement, le détail des prix unitaires hors TVA et des quantités, avec mention obligatoire des postes du BPU concernés ;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC ;
- tout rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les factures transmises en dehors de ces obligations ne seront pas traitées.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

7.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 HT pour l'ensemble du marché. La formule de variation de prix ne sera pas appliquée aux pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités appliquées n'est pas plafonné vis-à-vis du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Les pénalités sont cumulatives et appliquées sur le montant TTC des sommes réglées.

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de mise en œuvre et de livraison des matériels

Les ordres de service et les bons de commande émis pour la mise en œuvre et l'acquisition des matériels comporteront la date maximale de MOM et la date maximale d'admission positive autorisées par l'Université. Tout dépassement de l'une de ces dates par le titulaire donnera lieu à l'application d'une pénalité. Si le dépassement de la date maximale de MOM autorisée ne permet pas de respecter la date maximale d'admission positive initiale, une nouvelle date maximale d'admission sera calculée à partir de la date de MOM réellement constatée par l'Université : ajout de 1 mois de VA et, si applicable, de 3 mois de VSR à la date de MOM réellement constatée ; cela évitera une double application de pénalités pour un même retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la pénalité sera calculée au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 180$$

Avec :

P : montant de la pénalité

V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R : nombre de jours calendaires de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur. Le titulaire ne sera pas invité à présenter ses observations.

8.2. Pénalités pour indisponibilité pour les prestations de garantie et de maintenance

Toute anomalie constatée dans le fonctionnement des matériels et logiciels objet du marché est considérée comme une indisponibilité.

Le délai de correction d'une anomalie correspond à la durée écoulée entre la déclaration de l'anomalie par l'Université et la constatation par l'Université de la résolution ou du contournement du problème constaté. Les délais maximaux de correction ou de mise en place d'une solution de contournement (par exemple, prêt d'un matériel de remplacement) sont définis dans le CCTP.

Tout retard de correction d'une l'anomalie par rapport aux obligations contractuelles du titulaire peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 175 € par jour ouvré de retard d'intervention.

Si plusieurs indisponibilités ou retards sont constatés le même jour ouvré, mais pour des anomalies distinctes, la pénalité ne peut être appliquée qu'une fois.

Cet article déroge à l'article 14.2 du CCAG-TIC.

Ces pénalités sont également applicables aux retards constatés dans les opérations de maintenance préventives et évolutives (voir le CCTP).

8.3. Pénalités pour non-remplacement du responsable d'exécution

Si ce responsable d'exécution du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire devra en aviser immédiatement l'Université et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. À ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et de communiquer son nom dans le délai d'une semaine calendaire.

Au-delà de ce délai, une pénalité forfaitaire de 175 € par jour ouvré de retard sera appliquée au titulaire.

8.4. Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

Pour tout manquement constaté dans le cadre du traitement des données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur procède à une mise en demeure du titulaire afin qu'il se conforme au RGPD et aux stipulations du présent marché. En cas de mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement sera appliquée au titulaire.

8.5. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximal TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 9 : Modalités d'exécution du marché

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9.1. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Concernant le stockage, l'emballage, le transport et la gestion des déchets, les dispositions de l'article 20 du CCAG-TIC sont applicables.

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-TIC, toute livraison dérobée dans les locaux de l'Université du fait du non-respect des consignes de sécurité transmises par l'Université ou la MOE bâtiment, sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

9.2. Conditions de livraison

Les fournitures devront être livrées dans les délais prévus dans les ordres de service et les bons de commande.

La livraison s'effectuera conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-TIC, toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Les fournitures sont à livrer à l'adresse et aux horaires suivants :

- 3 rue du Barreau - 59650 Villeneuve-d'Ascq
- Du mardi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations

Les prestations relatives à l'acquisition et à la mise en œuvre des solutions matérielles et logicielles associées à chaque ordre de service et chaque bon de commande feront l'objet de vérifications et de décisions distinctes. Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives qui seront effectuées sont décrites ci-dessous.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

10.1. Opérations de vérifications

10.1.1. Vérifications quantitatives

Les prestations font l'objet d'une vérification quantitative conformément à l'article 31 du CCAG-TIC.

10.1.2. Vérifications qualitatives

Par défaut et conformément aux dispositions des articles 29 à 34 du CCAG-TIC, les opérations de vérifications relatives à l'acquisition et à la mise en œuvre des solutions matérielles et logicielles se dérouleront en trois étapes que sont la Mise en Ordre de Marche (MOM), la Vérification d'Aptitude (VA) et la Vérification de Service Régulier (VSR).

Mise en Ordre de Marche (MOM)

Le procès-verbal de mise en ordre de marche est remis à l'acheteur par le titulaire et indique que les matériels et prestations de services fournies sont prêts à être vérifiés par l'acheteur. La MOM ne peut être acceptée par l'acheteur que si les conditions suivantes sont respectées :

- Les matériels et logiciels fournis par le titulaire sont installés dans les locaux de la BU.
- Tous les câblages sont réalisés.
- L'ensemble est en état de fonctionnement et les réglages et paramétrages correspondent aux demandes de la BU (vérification par l'intermédiaire d'autocontrôles réalisés par le titulaire)
- La totalité de la documentation a été livrée par le titulaire (DOE et DUIO)
- Les formations à destination des techniciens audiovisuels et des régisseurs ont été dispensées
- Les gravats et déchets ont été évacués.

Le délai de 30 jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche de l'article 29 du CCAG-TIC n'est pas applicable. Le titulaire devra s'assurer que la date de présentation du procès-verbal de MOM est inférieure ou égale à la date maximale de MOM autorisée figurant sur l'ordre de service ou le bon de commande.

Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions détaillées dans le CCTP.

La vérification de la qualité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des documentations est incluse dans la vérification d'aptitude.

Les opérations de vérifications ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. Conformément à l'article 40.2 du CCAG-TIC, une vérification d'aptitude peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiés par l'éditeur depuis un délai supérieur à trois mois.

L'acheteur débute la vérification d'aptitude dès la notification, par le titulaire, du procès-verbal de mise en ordre de marche. Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par les services de l'acheteur, notamment les agents formés à l'utilisation de la solution, dans un délai de 30 jours à partir de cette notification.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, la présence du titulaire sur site pourra être requise par l'Université pendant tout ou partie des opérations de vérification.

Si la vérification d'aptitude est positive, un procès-verbal de vérification d'aptitude est établi par les services de l'acheteur et contresigné par le titulaire.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'acheteur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

L'acheteur peut annexer des réserves au procès-verbal prononçant positivement la vérification d'aptitude. Les tests effectués lors d'une vérification d'aptitude peuvent intégrer des tests de non-régression concernant des fonctionnalités ayant déjà fait l'objet d'une opération de vérification antérieure. Les réserves annexées au procès-verbal de VA peuvent donc porter à la fois sur de nouvelles fonctionnalités, mais également sur des fonctionnalités déjà en production.

Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

Par dérogation aux articles 32.4, 33.2.2 et 34.1 du CCAG-TIC :

- La durée des opérations de vérification de service régulier est de 3 mois à partir du jour de la décision positive de VA prise par l'acheteur.
- Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur les 3 mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel et de logiciel ne dépasse pas 1,50 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 h 00 à 22 h 00 du lundi au samedi, jours fériés exclus.
- À l'issue de la VSR, l'acheteur dispose d'un délai maximal de 15 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de 15 jours, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif.

Conformément à l'article 40.2 du CCAG-TIC, une vérification de service régulier peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiés par l'éditeur depuis un délai supérieur à trois mois.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations dans les conditions de l'article *Admission* du présent CCAP.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, décision qui peut être :

- Ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de 3 mois (dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC)
- Admission avec réfaction, dans les conditions de l'article *Admission* du présent CCAP pour les éléments non soumis à réfaction.
- Rejet.

Cette décision est prise conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

Prestations non soumises à une vérification qualitative de type MOM / VA / VSR (lot 2)

- Vérifications qualitatives pour les pièces détachées et les consommables :
Par dérogation aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC, la vérification qualitative est réalisée par un test de fonctionnement sur un échantillon librement définissable par l'acheteur dans un délai de 1 mois maximum après la livraison.
- Vérification de type MOM / VA sans VSR :
Certains ordres de service (par exemple l'ordre de service « phase 1 ») et certains bons de commande du lot 2 peuvent faire l'objet d'une vérification en deux étapes, MOM et VA, l'étape de

VSR étant ignorée. Ce type de vérification est décidé par l'Université sans consultation du titulaire et mentionné de manière explicite sur l'ordre de service ou le bon de commande et déroge aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC.

Les dispositions décrites ci-dessus pour la MOM et la VA sont applicables.

Cas particulier des formations

Chaque session de formation prodiguée par le titulaire fait l'objet d'un procès-verbal d'approbation de la part de l'acheteur émis dans un délai de 15 jours après la formation. Au-delà de ce délai, en l'absence de procès-verbal, la formation est réputée approuvée par l'acheteur.

Cette approbation constitue la vérification qualitative de la formation et est utilisée dans le cadre de la VA pour les ensembles de prestations soumis à une vérification qualitative de type MOM / VA / VSR ou bien MOM / VA sans VSR

Par défaut, une formation non approuvée devra faire l'objet d'une nouvelle session organisée par le titulaire, sans possibilité de facturation complémentaire de cette nouvelle session.

10.2. Admission

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC avec la dérogation suivante à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC : le pouvoir adjudicateur ne peut prononcer positivement l'admission des prestations non soumises à réfaction éventuelle que si les réserves annexées au procès-verbal de vérification d'aptitude et portant sur ces prestations ont été corrigées par le titulaire.

Dans le cas où de telles réserves non corrigées subsistent après la prononciation positive de la VSR (vérification de type MOM / VA / VSR) ou de la VA (vérification de type MOM / VA sans VSR), l'admission est ajournée. Par dérogation à l'article 34.2 du CCAG-TIC, l'acheteur choisit le délai maximal de correction des réserves non corrigées, ce délai ne pouvant être inférieur à 15 jours.

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application des dispositions prévues à l'article *Utilisation des résultats* ci-dessous.

Article 11 : Garantie (lot 2)

Pour le lot 2 uniquement, les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée minimale d'un an :

- Le titulaire doit fournir une garantie telle que définie par l'article 36 du CCAG-TIC.
- Au-delà des prestations strictement liées à l'article 36 du CCAG-TIC, le titulaire doit également assurer les mêmes prestations que celles demandées pour la maintenance préventive, évolutive et curative dans le CCTP, mais sans que l'Université ait à acquitter les coûts de maintenance portés dans la DPGF.

Pour chaque opération de vérification, le point de départ de la garantie est la notification de la décision d'admission qui est prononcée après les opérations de vérification (donc après la VSR de 3 mois pour les vérifications de type MOM / VA / VSR).

Pour le lot 2, par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, le début de la garantie des fournitures et prestations liées aux travaux qui pourraient être nécessaires avant la fermeture des faux plafonds sera décalé. La garantie portant sur ces fournitures et prestations (incluant l'éclairage muséographique) ne prendra effet qu'à la première admission des matériels audiovisuels (enceintes, vidéoprojecteurs, caméras...) qui seront installés au 1^{er} semestre 2026.

De manière générale, la garantie s'applique à l'ensemble des logiciels, qu'ils soient édités par le titulaire ou non ; elle inclut donc, notamment, les systèmes d'exploitation, les SGBD, les serveurs Web, les modules sous licence, etc.

Par dérogation à l'article 36.7 du CCAG-TIC, la garantie porte également sur les logiciels libres inclus éventuellement dans la solution du titulaire ; en outre, celui-ci est responsable des dommages qui pourraient être causés par leur utilisation.

Toute plate-forme extérieure mise à disposition par le titulaire est également incluse dans le périmètre de la garantie.

Conformément à l'article 36.5 du CCAG-TIC, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état, incluant les prestations de maintenance et sans que l'Université ait à acquitter les coûts de maintenance portés dans la DPGF.

Article 12 : Maintenance (lot 2)

Pour le lot 2 uniquement, les matériels et logiciels mis à disposition par l'intermédiaire du marché doivent faire l'objet d'une maintenance fournie par le titulaire et incluse dans le marché.

Dans le présent document et dans le CCTP, le terme maintenance désigne de manière générique les prestations de maintenance et de tierce maintenance applicative définies à l'article 38 du CCAG-TIC.

Les modalités de la maintenance sont définies par les articles 38 à 42 et 10.1.4 du CCAG-TIC et détaillées de manière complémentaire dans le CCTP, notamment pour ce qui concerne les délais maximaux de correction ou de mise en place d'une solution de contournement des anomalies et le paiement des pièces détachées.

La maintenance s'applique à l'ensemble des logiciels, qu'ils soient édités par le titulaire ou non ; elle inclut donc, notamment, les logiciels libres, les systèmes d'exploitation, les SGBD, les serveurs Web, les logiciels libres, les modules sous licence, etc.

Toute plate-forme extérieure mise à disposition par le titulaire est également incluse dans le périmètre de la maintenance.

Une partie des opérations de maintenance est susceptible d'être exécutée dans les locaux du titulaire. L'autre partie des opérations de maintenance sera effectuée dans les locaux de l'Université.

Article 13 : Utilisation des résultats

Les articles 43 à 46 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 14 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1241 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 15 : Résiliation du marché

Les cas de résiliation sont régis par les articles 47 à 54 du CCAG-TIC et les articles L.2195-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG-TIC. L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG-TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Article 16 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française.

Article 17 : Clauses environnementales

Comme le prévoit l'article 16.2 du CCAG-TIC des clauses environnementales s'appliquent au marché. Elles sont détaillées dans le CCTP.

Article 18 : Confidentialité

L'article 5.1 du CCAG-TIC s'applique.

Le titulaire ne peut en aucun cas reproduire les documents qui lui sont confiés, sur quelque support que ce soit, pour son compte ou celui d'un tiers.

Le titulaire ne peut en aucun cas faire état d'information qu'il aura été à même de connaître au cours de l'exécution du marché.

Article 19 : Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG-TIC s'applique.

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Il veillera notamment à :

-n'accorder aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du présent marché ;

- à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel signent un engagement de confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et ne réalisent aucune copie ou en conservent en aucune manière tout ou partie de ces données.

Article 20 : Clauses complémentaires

20.1. Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas décrits aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

20.2. Prestations similaires

En vertu de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, prestations qui seront exécutées par le titulaire du présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront identiques à celles du présent marché. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

20.3. Évolution technique des matériels prévus au marché

En raison de l'évolution technologique des types de matériels objet du marché et de leur rapide obsolescence, le titulaire s'engage au cours du marché et sur accord de l'acheteur, à proposer les nouveaux matériels, se rapportant à la famille de produits pour laquelle il a été retenu, dès leur mise en service.

Les configurations proposées au fur et à mesure de l'exécution du marché par le titulaire doivent présenter les dernières évolutions technologiques à la date de la commande et, le cas échéant, présenter des performances a minima équivalentes à celles définies dans le cahier des clauses techniques particulières initial.

Le titulaire est à même de préciser par écrit à la personne publique la correspondance entre les références des matériels listées dans l'offre pour laquelle il a été retenu et les nouveaux matériels de substitution.

En accord avec l'acheteur, c'est cette dernière version des matériels qui sera livrée.

Modalités de substitution

Le renouvellement de la gamme de produits se fera au fur et à mesure de l'évolution du catalogue du titulaire sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant.

Cette substitution au cours de l'exécution du marché s'effectue aux conditions administratives inscrites au présent cahier des clauses administratives particulières.

En cas de substitution technique, le prix du nouveau matériel ne peut être supérieur au prix de celui qu'il remplace.

20.4. Matériels non prévus marché (lot 2)

Pour le lot 2 uniquement, l'Université se réserve le droit de commander au titulaire des matériels non prévus marché. Le titulaire devra accorder la remise sur le prix public précisée dans l'onglet « Remises par constructeur » de l'annexe Excel au cadre de mémoire technique fournie dans le DCE et complétée par le titulaire (pièce contractuelle). Les remises de cette liste seront fermes pendant la première année du marché.

Après la première année, les remises pourront être révisées annuellement à la hausse ou à la baisse par le titulaire, à la date anniversaire de notification du marché. Une demande devra être transmise à l'acheteur au moins un mois avant le début de la période d'application des nouvelles remises, soit un mois avant la date anniversaire du marché. Toute demande transmise après cette date ne sera pas prise en compte, ni de manière rétroactive, ni pour l'année à venir.

Article 20 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.2.1 du CCAG-TIC.

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 8.2 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.2 du CCAG-TIC.

L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 20.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 20.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 10.1.2 du CCAP déroge aux articles 29, 30, 32, 33 et 34.1 du CCAG-TIC.

L'article 10.2 du CCAP déroge aux articles 33.2.2 et 34.2 du CCAG-TIC.

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG-TIC.

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 36.7 du CCAG-TIC.